



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Pacte Territorial d'Insertion - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI), élaboré par le Département, est le document de gouvernance des politiques d'insertion instauré par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, modifié par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013. Il définit les modalités de coordination des actions entreprises par les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, dont les bénéficiaires du RSA en lien avec le PDI (Programme Départemental d'Insertion).

Pour le Pacte Territorial d'Insertion 2017 – 2020, le Département de l'Hérault souhaite associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à la signature de celui-ci.

A noter que le PTI associe des acteurs tels que l'Etat, la Région, Pôle Emploi, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de l'Hérault, l'Association Régionale des Missions Locales, etc....

Sur la durée du Pacte Territorial d'Insertion, les partenaires s'engagent à :

- contribuer à l'animation du partenariat autour de la déclinaison opérationnelle des orientations territoriales, définies conjointement et annexées au PTI départemental,
- réaliser des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs des objectifs proposés,
- apporter leur offre de services en mobilisant leurs moyens humains et financiers,
- faciliter les synergies et la mutualisation entre les différentes parties,
- participer à l'analyse et à l'évaluation des réalisations et des résultats au niveau départemental et local.

Par ailleurs, la volonté du Département est d'aboutir à l'élaboration de « *plans d'action locaux* » par territoire de mise en œuvre du Pacte territorial d'insertion 2017-2020, dont un à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'échelle du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ont engagé le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020 et dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs, dont le Département de l'Hérault, tient une place centrale.

Ainsi dans un souci de cohérence et d'efficience, la bonne articulation entre le Podem et le Pacte Territorial d'Insertion à l'échelle du territoire métropolitain constitue un enjeu important.

Il est donc proposé que Montpellier Méditerranée Métropole puisse signer, aux côtés du Département, et de l'ensemble des partenaires, le Pacte Territorial d'Insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du Pacte Territorial d'Insertion du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Pacte Territorial d'Insertion, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31181-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.